

Arrêté n° PCICP2023296-0001

Arrêté préfectoral complémentaire actualisant la situation administrative du site et prescrivant la mise à jour de l'étude de dangers de la société SEVEAL située sur le territoire de la commune de MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE

La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;

VU le décret 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement afin de la mettre en adéquation avec le règlement CLP (classification, étiquetage et emballage des substances chimiques et des mélanges) ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511, dans les conditions précisées aux annexes II et IV ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 89-4052A du 30 novembre 1989 autorisant l'exploitation d'un dépôt de produits agropharmaceutiques ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2015 actualisant les prescriptions afférentes à ces installations ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU la demande de bénéfice de droits acquis réalisée par l'exploitant le 23 mai 2016, conformément à l'article L. 513-1 du code de l'environnement ;

VU les recensements des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations réalisés par l'exploitant en 2016 et 2020, conformément à l'article L. 515-32 du code de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 4 août 2023 établi à la suite de la visite d'inspection du 16 juin 2023 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société par courrier recommandé avec accusé de réception du 14 août 2023 ;

VU le courriel de réponse de la société SEVEAL du 9 octobre 2023 ;

CONSIDÉRANT que le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 a introduit les rubriques 4xxx en prenant en compte les dispositions de la directive SEVESO 3, les mentions de dangers désormais applicables en application du règlement CLP, et en supprimant notamment les rubriques 11xx ;

CONSIDÉRANT que la réglementation relative aux entrepôts a évolué au regard de l'arrêté du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017, avec la création de la notion d'installation pourvue d'une toiture dédiée au stockage (IPD) qui implique la prise en compte de la cellule 5 éloignée de 20 mètres du bâtiment principal, ainsi que la hauteur à prendre en considération afin de déterminer le volume concerné (hauteur au faîtage depuis 2003) ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, qu'il convient d'actualiser le tableau de classement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

CONSIDÉRANT que le stockage de matières combustibles dans un local électrique est de nature à augmenter le risque d'incendie ;

CONSIDÉRANT, par ailleurs, que le rapport de l'inspection des installations classées établi à la suite de l'inspection du 16 juin 2023 lors de l'exercice POI, a démontré la nécessité d'actualiser l'étude de dangers du site afin de prendre en considération le retour d'expérience de cet exercice et de vérifier l'adéquation des barrières de sécurité et des mesures de maîtrise des risques avec la cinétique d'un incendie ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant doit disposer des mesures organisationnelles et techniques lui permettant de maîtriser de façon autonome les risques afférents à son installation ;

CONSIDÉRANT que la compatibilité des substances stockées dans une même cellule doit être démontrée compte-tenu de l'évolution des substances stockées consécutives au retrait de leur autorisation de mise sur le marché, de leurs classes de dangers (CMR, inflammables, comburants, toxiques pour l'environnement...) et des réactions potentielles entre substances ;

CONSIDÉRANT, de plus, que le plan d'opération interne doit être mis en cohérence avec l'étude de dangers mise à jour ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Sommaire

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	3
CHAPITRE 1.1. NATURE DES INSTALLATIONS.....	3
Article 1.1.1. Classement ICPE.....	3
Article 1.1.2. Réglementation Seveso.....	8
CHAPITRE 1.2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES.....	8
Article 1.2.1. Arrêtés ministériels de prescriptions générales.....	8
TITRE 2 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	9
CHAPITRE 2.1. LIQUIDES INFLAMMABLES.....	9
Article 2.1.1. Transmission du bilan de conformité.....	9
CHAPITRE 2.2. MAÎTRISE DES RISQUES PROPRES À L'INSTALLATION.....	9
Article 2.2.1. Mise à jour de l'ÉTUDE DE DANGER.....	9
Article 2.2.2. Mise à jour du Plan d'opération interne (POI).....	9
Article 2.2.3. Absence de stockage dans le local TGBT.....	9
TITRE 3 - MESURES CONSERVATOIRES.....	9
TITRE 4 - NOTIFICATION – PUBLICATION – EXÉCUTION.....	10
CHAPITRE 4.1. NOTIFICATION ET PUBLICATION.....	10
CHAPITRE 4.2. EXÉCUTION.....	10

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.1.1. CLASSEMENT ICPE

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015119-0005 du 29 avril 2015 et l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°89-4052A du 30 novembre 1989 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

N°	Désignation de la rubrique	Quantité autorisée	Régime
1436	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	110 t en cellule 2	DC
1450	Solides inflammables (stockage ou emploi de) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 kg mais inférieure à 1 t	999 kg en cellule 2	D

N°	Désignation de la rubrique	Quantité autorisée	Régime
1510-2	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³</p>	<p>Bâtiment principal (cellules 1, 2, 3/4) : 18 309 m³ (4 800 m²)</p> <p>Cellule C5 : 1 687 m³ (340 m²)</p> <p>Qté maximale de matières combustibles : ≤ 2 900 t</p> <p>Volume de l'IPD (quais inclus) : 25 700 m³</p>	DC
2718	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793</p> <p>2. Autres cas</p>	999 kg	DC
4110-1	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés</p> <p>1. Substances et mélanges solides</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 20 t</i></p>	2 t	A
4110-2	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés</p> <p>2. Substances et mélanges liquides</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 250 kg</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 20 t</i></p>	2 t	A
4120	<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition</p> <p>1. Substances et mélanges solides</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 50 t</p> <p>2. Substances et mélanges liquides</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	199 t	A

N°	Désignation de la rubrique	Quantité autorisée	Régime
4130	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>		A
4140	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>		A
4150	<p>Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 20 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>		A
4331	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</i></p>	99 t en cellule 2	DC

N°	Désignation de la rubrique	Quantité autorisée	Régime
4440	<p>Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	5 t	D
4441	<p>Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>		D
4510	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 100 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	199 t	A
4511	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</i></p>	499 t	A
4702-IV	<p>Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U42-001-1</p> <p>IV. – Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %)</p> <p>La quantité totale d'engrais susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 250 t</p>	100 t	Non classé

N°	Désignation de la rubrique	Quantité autorisée	Régime
4705	<p>Nitrate de Potassium et engrais composés à base de nitrate de potassium (sous forme de comprimés ou de granulés) qui présentent les mêmes propriétés dangereuses que le nitrate de potassium pur.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 5 000 t</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 250 t mais inférieure à 5 000 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 10 000 t</i></p>	5 t	Non classé
4706	<p>Nitrate de Potassium et engrais composés à base de nitrate de potassium (sous forme de cristaux) qui présentent les mêmes propriétés dangereuses que le nitrate de potassium pur.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 250 t</p> <p>2. Supérieure ou égale à 500 t mais inférieure à 1 250 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 1 250 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i></p>	5 t	Non classé
4734	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines, les stockages enterrés ou en double enveloppe avec système de détection de fuite :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t</i></p>	<p>1 cuve enterrée de fioul (chauffage)</p> <p>soit 2,5 t</p>	Non classé

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

ARTICLE 1.1.2. RÉGLEMENTATION SEVESO

L'établissement relève du statut « seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est seuil bas :

- par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement pour les rubriques 4510 et 4511 ;
- ainsi que par règle de cumul tel que défini au point II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, relative aux dangers pour la santé pour les rubriques 4110, 4120, 4130, 4140, 4150.

CHAPITRE 1.2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.2.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Arrêté ministériel du 29 mai 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement,
- Arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, [...] 4331, [...], dans les conditions précisées aux annexes II et IV,
- Arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, dans les conditions précisées aux annexes VI – point I et VIII,
- Arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, dans les conditions précisées aux annexes 3, 4 et 5,
- Arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (notamment pour la rubrique 1450), dans les conditions précisées à l'annexe III,
- Arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, dans les conditions précisées à l'annexe II,
- Arrêté ministériel du 1^{er} août 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques n°4440, 4441 ou 4442, dans les conditions précisées à l'annexe II.

TITRE 2 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 2.1. LIQUIDES INFLAMMABLES

ARTICLE 2.1.1. TRANSMISSION DU BILAN DE CONFORMITÉ

Conformément au point V de l'article I.1 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020, une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes et des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions de l'arrêté susmentionné sont transmis à l'inspection des installations classées d'ici le 31 décembre 2023.

CHAPITRE 2.2. MAÎTRISE DES RISQUES PROPRES À L'INSTALLATION

ARTICLE 2.2.1. MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGER

La société SEVEAL est tenue d'actualiser et de mettre en adéquation l'étude de danger avec les besoins du site de MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE.

Son contenu est conforme à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

Pour démontrer une maîtrise autonome des risques, elle s'appuie utilement sur le retour d'expérience de l'exercice réalisé le 16 juin 2023 et sur les remarques émises dans le rapport afférent.

Ces documents sont transmis à l'inspection des installations classées avant le 31 décembre 2023.

ARTICLE 2.2.2. MISE À JOUR DU PLAN D'OPÉRATION INTERNE (POI)

Le Plan d'opération interne (POI) du site est mis à jour au regard du retour d'expérience établi à la suite de l'exercice réalisé le 16 juin 2023 et des mesures de maîtrise des risques issues de l'étude de dangers mise à jour. Son contenu est conforme à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié. Il comprend également les éléments relatifs au post-accident, prescrits par les alinéas 4 et suivants de l'article 5 de l'arrêté susmentionné.

Il est diffusé aux services concernés sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2.2.3. ABSENCE DE STOCKAGE DANS LE LOCAL TABLEAU GÉNÉRAL BASSE TENSION (TGBT)

Aucune matière combustible n'est stockée dans le local TGBT.

TITRE 3 - MESURES CONSERVATOIRES

Dans l'attente de la mise en place effective des mesures de maîtrise des risques et des barrières de sécurité identifiées par l'actualisation de l'étude de dangers, l'exploitant s'assure que les mesures de maîtrise des risques (MMR) et barrières de sécurité présentes dans l'étude de dangers de 2010 sont opérationnelles.

Il les complète par toutes les dispositions qu'il juge nécessaires afin d'empêcher la survenue d'un incendie pouvant avoir des effets sur l'environnement de l'installation.

TITRE 4 - NOTIFICATION – PUBLICATION – EXÉCUTION

CHAPITRE 4.1. NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté sera notifié à la société SEVEAL.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Il sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 4.2. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise, à titre d'information, à la sous-préfecture de Nogent-sur-Seine.

Troyes, le **23 OCT. 2023**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,

Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.